



MÉDIAS

« Marianne » bientôt aux mains du milliardaire ultraconservateur Pierre-Édouard Stérin

Les élus du personnel de l'hebdomadaire ont appris mardi que leur actuel actionnaire, le magnat tchèque Daniel Kretinsky, souhaitait s'engager dans des négociations exclusives pour vendre le titre à l'inventeur des Smartbox, catholique traditionaliste revendiqué. Tout devrait être bouclé à l'automne.

Cécile Hautefeuille, Dan Israel, Mathias Thépot et Khedidja Zerouali

14 mai 2024 à 20h03

Il fallait aller vite, très vite. Daniel Kretinsky l'avait décidé, il ne voulait plus voir son nom associé au magazine *Marianne*, qu'il avait racheté en 2018. Il s'apprête donc à le vendre à un nouveau venu dans le monde de la presse, le milliardaire Pierre-Édouard Stérin, fondateur de Smartbox, exilé fiscal en Belgique, catholique convaincu qui ne cache pas ses positions très conservatrices.

Lors d'un comité social et économique (CSE) extraordinaire avec les représentant-es du personnel de l'hebdomadaire, mardi 14 mai dans la matinée, Denis Olivennes, patron de CMI, la filiale presse du groupe du milliardaire tchèque (qui détient aussi *Elle* et *Franc-Tireur*), a annoncé son intention d'entrer en négociation exclusive avec le groupe Otium, la holding de Pierre-Édouard Stérin. L'objectif est de signer mi-juin, pour un changement de main définitif cet automne.

Le nom de Pierre-Édouard Stérin circulait déjà il y a un mois, quand La Lettre avait révélé que la vente de *Marianne* était dans les tuyaux. Il ne cachait en effet pas son intérêt pour l'hebdomadaire, mais Denis Olivennes avait démenti fermement que toute décision soit déjà

prise, indiquant qu'il attendait des offres de quatre repreneurs potentiels différents.

Finalement, seuls deux candidats au rachat ont rédigé une lettre d'intention ferme. Devant les élu-es du personnel, Denis Olivennes a refusé de dévoiler l'identité du deuxième groupe en lice, indiquant simplement qu'il s'agit d'un « *groupe présent dans l'édition en province* », mais qu'il ne disposait sans doute pas de la surface financière suffisante pour assurer l'avenir du titre. Les héritiers du milliardaire franco-libanais Iskandar Safa, le propriétaire de *Valeurs actuelles* décédé en janvier, n'ont donc semble-t-il pas donné suite, alors qu'ils étaient régulièrement cités comme des repreneurs potentiels.

Quel que soit le nouveau propriétaire, il va lui falloir de l'argent pour soutenir *Marianne*, qui a perdu 3,5 millions d'euros en 2023, auxquels il faut ajouter plus d'un million d'euros facturés par le groupe de Daniel Kretinsky au titre des frais de gestion, de marketing et autres services « *transverses* ». Lourd déficit pour un chiffre d'affaires tournant autour de 12 millions d'euros. Même si une nouvelle formule, divisant presque par deux la pagination et réduisant son prix de vente, a permis de faire passer les ventes en kiosque de 20 000 à 28 000 en moyenne, assure la direction.

Charte éthique

Pierre-Édouard Stérin, a plaidé Denis Olivennes, réunit tous les critères posés par CMI pour vendre l'hebd : il s'est engagé à investir dans l'entreprise, il promet de garantir l'indépendance de la rédaction, en reconnaissant notamment la charte éditoriale qui la régit depuis la création du titre en 1997 par Jean-François Kahn et Maurice Szafran, et même de maintenir Natacha Polony à son poste de directrice de la rédaction – elle avait obtenu un vote de confiance de la rédaction réunie en assemblée générale le 23 avril.

Denis Olivennes a assuré aux élu-es que c'est la première fois dans l'histoire de la presse française qu'un actionnaire

Gesture: U (Scroll to Top)

vendant un média pose des conditions liées à l'indépendance du titre et au maintien de la direction de la rédaction.

Pas certain que cela suffise à rassurer les salarié·es, qui avaient voté la veille en assemblée générale les points qu'ils souhaitaient imposer à leur futur repreneur : adoption d'une « *charte éthique actant la non-intervention de l'actionnaire sur le journal* », mais aussi validation par 60 % de la rédaction de toute nouvelle direction et mise en place d'un conseil d'administration offrant la moitié des sièges à des représentant·es de la rédaction. Ces deux derniers vœux ont rencontré, pour le moins, le scepticisme du dirigeant de CMI.

Dans la foulée de l'annonce, les 55 journalistes du magazine se sont rassemblés pour une nouvelle AG, mardi après-midi. Les inquiétudes se sont largement exprimées. « *Ils ont fait leurs négociations dans notre dos. Et nous, on apprend tout à la dernière minute, sans avoir de concertation. On n'a pas eu le temps de discuter, de négocier, on n'a eu aucun gage sérieux de Stérin, aucun garde-fou entre l'actionnaire principal et le magazine* », résume un participant sous couvert d'anonymat.

L'indépendance au cœur des inquiétudes

Au cœur des débats, la question de l'indépendance de la rédaction : « *Même si le repreneur n'intervient pas dans les activités journalistiques, cela ne veut pas dire qu'il ne pourra pas avoir une influence*, pointe une journaliste. *Il ne va pas nous tenir le stylo mais il peut faire figure de repoussoir pour de futures embauches. Ou faire venir des journalistes de son choix. Or, la noblesse de Marianne tient à la pluralité des idées.* »

« *Il y a des points de désaccords sur le profil de Stérin. Pour certains, tous les milliardaires se valent. Pour d'autres, son profil est une ligne rouge en soi* », insiste-t-elle, estimant qu'il est « *contradictoire avec les valeurs d'une presse libre* ». « *C'est quelqu'un qui ne représente absolument pas les valeurs du journal*, appuie un collègue. *On n'est pas dupes, Stérin a des visées politiques, c'est un homme d'extrême droite et il veut se servir de Marianne pour promouvoir sa propre vision de la société.* »

En reprenant l'hebdomadaire, Pierre-Édouard Stérin va en effet faire son entrée dans le microcosme médiatique. Et comme Daniel Kretinsky avant lui, il utilise l'hebdomadaire pour faire ses premiers pas dans la presse française. Ancien militant de l'UNI, syndicat étudiant très à droite, il a aussi participé à Idées actions, le mouvement d'Alain Madelin, rappelait *Le Figaro* en février 2023.

Après avoir fait fortune avec ses coffrets cadeaux Smartbox, il a lancé Otium Capital, « *l'un des fonds d'investissement les plus actifs en France en termes de nombre de projets financés* », indique un financier de la place. Son mode opératoire : « *Mettre à la tête des entreprises qu'il rachète des profils surdiplômés et bons connaisseurs des secteurs* », mais qui ont aussi la réputation d'être de « *fervents catholiques* », ajoute cette source.

Un traditionaliste assumé

Sur ce plan, Pierre-Édouard Stérin s'inscrit dans la droite ligne du Vincent Bolloré dernière manière : un catho tradi qui utilise sa fortune pour évangéliser la France. Pour ce faire, il clame avoir notamment déshérité ses enfants et placé une partie de son argent dans un fonds de dotation qu'il appelle « *fonds du bien commun* », et dont la mission est de financer des projets associatifs dispensant la bonne parole.

Comme le rappelle *L'Humanité*, il soutient des projets tels qu'une application encourageant subtilement les femmes à ne pas recourir à l'IVG, de nombreux projets ressuscitant le patronage religieux, et d'autres qui prônent l'enseignement privé. Dans un média comme *Marianne* qui a fait de la « *défense de la laïcité* » l'un des piliers de sa ligne éditoriale, il pourrait donc y avoir du changement.

D'autant que Pierre-Édouard Stérin est aussi un ultralibéral sur le plan économique, contrairement au journal qu'il va reprendre. « *Libéral, conservateur et patriote* », dit-il pour se définir. Outre son exil fiscal, qu'il assume totalement, il dit pis que pendre de la chose publique dès qu'il en a l'occasion. Dans un plaidoyer anti-État qu'il cosignait dans *Les Échos* en décembre dernier, il appelait à l'« *embrasement de valeurs longtemps oubliées,*

Gesture: U (Scroll to Top)

évacuées de nos sociétés car déléguées à notre État-providence, relais inefficace de nos solidarités naturelles ».

Politiquement, c'est donc sans surprise que Pierre-Édouard Stérin se retrouve proche de la droite extrême et de l'extrême droite. Plus surprenant, on l'a récemment vu s'associer avec l'ancien ministre socialiste Arnaud Montebourg. Un intérêt commun les lie : la création d'un fonds pour investir dans l'industrie française, notamment les PME liées au nucléaire. Le nom d'Arnaud Montebourg est d'ailleurs discrètement cité dans les discussions en cours avec *Marianne*, pour rassurer les tenants de la ligne de gauche du magazine.

Business plan « farfelu »

Pierre-Édouard Stérin est cornaqué par Anne Méaux, la très influente patronne de l'agence de communication Image 7, pour tenter de policer son image. Certains soulignent qu'un des lieutenants d'Image 7 n'est autre que Joseph Macé-Scaron, ex-directeur de la rédaction de *Marianne* après avoir dirigé le *Figaro Magazine*, poussé vers la sortie en 2017. Amener le milliardaire exilé en Belgique à se pencher sur *Marianne* pourrait être pour lui une manière de reprendre la main, voire de tenir sa revanche sur un média qui l'avait évincé.

En marquant son intérêt pour *Marianne*, Pierre-Édouard Stérin a en tout cas rendu un fier service à Daniel Kretinsky. S'affichant fièrement pro-européen, atlantiste, libéral économiquement et culturellement, il était de moins en moins à l'aise avec la ligne de *Marianne*. D'autant moins avec la razzia qu'il opère depuis quelques années parmi les grandes marques du capitalisme français : le groupe Casino (qui détient aussi Monoprix), le poids lourd de l'édition Editis, 25 % de la Fnac (en faisant le premier actionnaire)...

Devant le CSE, comme il le fait volontiers en privé, Denis Olivennes a rappelé que l'actionnaire actuel s'interdisait de contester d'aucune manière la ligne éditoriale du journal,

mais qu'il estimait que depuis la nouvelle formule, cette dernière s'est « *épurée, radicalisée au sens étymologique du terme* », et qu'il ne souhaite donc plus la soutenir.

Ce que le dirigeant n'a pas dit publiquement, c'est qu'il estime aussi que *Marianne* fait de moins en moins d'enquêtes et de plus en plus un journalisme d'opinion. En matière d'opinion, on est loin, il est vrai, de la ligne de *Franc-Tireur*, l'hebdo libéral et laïque dirigé par Caroline Fourest, qui appartient également au magnat tchèque et que Denis Olivennes revendique volontiers avoir « *inventé* », ou de celle de *L'Opinion*, le quotidien économique de Nicolas Beytout – ce dernier pourrait prochainement céder au Tchéquie les 15 % qu'il détient en propre.

Si Pierre-Édouard Stérin obtient gain de cause, les journalistes de *Marianne* pourraient partir en masse, *via* la clause de cession, cette obligation légale permettant aux journalistes de partir avec des indemnités en cas de rachat d'une entreprise de presse.

Surtout, la rédaction a pour l'heure beaucoup de mal à croire aux promesses du probable futur patron, totalement inexpérimenté en matière de presse. Toutes et tous ont en tête sa récente interview au *Monde*, où il évoque un business plan très optimiste, pour ne pas dire « *complètement farfelu* », comme il est régulièrement qualifié en interne.

« *Si Marianne peut gagner 2 millions d'euros par an, dans deux ou trois ans, avec un plan de croissance convaincant, sur le Web notamment, son prix de marché pourrait être multiplié par sept* », calculait le créateur des Smartbox. « *On marche sur la tête ! Ça dénote une méconnaissance extrême du monde de la presse*, déplore la journaliste déjà citée. *Il est impossible que nous devenions une machine à fric d'ici trois ans.* »

Cécile Hautefeuille, Dan Israel, Mathias Thépot et Khedidja Zerouali